

La fiscalité

Le député me demande: Combien de cet argent revient dans la région de l'Ouest, en Colombie-Britannique ou dans d'autres provinces? Je ne peux malheureusement lui donner les montants auxquels il se réfère et qui appartiendraient au fonds de l'Ouest. Cependant, j'aimerais lui dire que déjà le ministre des Transports a eu l'occasion d'annoncer que des montants substantiels seront dépensés afin d'améliorer les infrastructures des transports dans l'Ouest, que c'est là une partie de l'argent que le gouvernement fédéral va percevoir et qui revient dans ce secteur.

Cependant, je suis convaincu que le député sera d'accord avec moi sur le fait qu'on ne peut pas dans un système fédéral, selon les principes du fédéralisme, et ce n'est sûrement pas là son objectif, essayer de dresser deux colonnes de comptabilité entre ce qu'on donne et ce qu'on retire. Je pense que l'honorable député souscrit aux principes qui sous-tendent le fédéralisme canadien à l'effet qu'on doit partager les richesses entre les régions du pays, les régions les plus pauvres recevant le bénéfice des richesses qui viennent des provinces les plus riches, et ce par le biais de grands programmes de redistribution de la richesse administrés par le gouvernement canadien.

Je suis aussi convaincu que les objectifs qu'il partage sont aussi partagés par les Canadiens de la Colombie-Britannique.

[Traduction]

M. Hargrave: Monsieur le président, j'ai cinq questions que j'espère pouvoir poser au ministre d'État (Finances) mais, avant, je voudrais dire que j'ai eu un après-midi très éprouvant et très frustrant. J'ai énormément de respect pour le ministre d'État (Finances). J'ai travaillé à ses côtés au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques lorsque nous examinions la loi sur les banques et quand je me suis occupé de questions agricoles, mais ce n'est pas à lui que nous devrions nous adresser aujourd'hui. Même si ce bill est inscrit sous son nom, il s'agit là de questions énergétiques.

Quand mon collègue, le député de Calgary-Sud, a ouvert le débat cet après-midi, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources est venu faire un tour, mais il ne s'est même pas assis à sa place; il s'est assis derrière dix ou quinze minutes, puis il est reparti. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources devrait au moins venir nous écouter. Il devrait également pouvoir nous répondre. C'est un après-midi très frustrant, car personne n'a répondu à nos préoccupations à l'égard de ces trois taxes sur le gaz naturel.

Ces taxes m'inquiètent réellement. Le gaz naturel fait partie de mon patrimoine. Il fait partie du patrimoine de Medicine Hat. Cela remonte à plus d'une centaine d'années.

Ma première question concerne le cas de Medicine Hat. A la suite de ces taxes, les citoyens ont déjà payé plus de 15 millions de dollars, mais à leur corps défendant. Ils ont payé, donc ils n'ont rien fait d'illégal, mais ils ne l'ont pas fait sans protester. Ils ont décidé d'intenter une action en justice, mais je n'en parlerai pas maintenant, pour des raisons évidentes. Or, certains des habitants de Medicine Hat refusent de payer la part de leur facture de gaz qui représente les taxes sur le gaz naturel.

• (1730)

Le 19 avril dernier, j'ai présenté une pétition ici même qui a été signée par 12,689 Canadiens qui en ont assez de cette situation. Jamais je n'ai vu mes électeurs aussi inquiets d'une taxe punitive et discriminatoire comme celle-là depuis 10 ans que je suis ici. Je voudrais d'abord demander au ministre s'il est au courant de cette pétition et ce qui l'a motivée? Pourrait-il si possible me répondre?

[Français]

M. Bussières: Monsieur le président, je me souviens très bien que le député a déjà attiré l'attention de la Chambre sur le cas particulier de la ville de Medicine Hat et de la taxe sur le gaz naturel telle qu'elle affecte les citoyens de cette ville. Son collègue d'Esquimalt-Saanich me dit que mon préambule est du jargon de métier. Comme le député l'a signalé, nous avons eu l'occasion de travailler ensemble sur d'autres projets de loi, et j'aimerais lui faire remarquer que je n'essaie pas de me réfugier derrière le jargon de métier mais bien de dire qu'on a déjà eu l'occasion d'attirer mon attention sur le problème relatif à sa ville, et que je suis très sympathique à ses instances. Cependant, je crois savoir que le cas particulier est devant les tribunaux maintenant. Je pense que le député lui-même a fait montre de beaucoup de prudence dans les observations qu'il faisait au sujet de la situation, et qu'il est assez délicat de faire des remarques plus précises quant à ce cas particulier, étant donné justement le fait que ce sujet est en discussion devant les tribunaux.

[Traduction]

M. Hargrave: Monsieur le président, ce n'est pas tant l'affaire concernant cette ville qui nous intéresse, mais le jugement qui a été rendu en faveur du gouvernement de l'Alberta à une majorité de cinq contre un. Mais c'est là une autre question.

Mon second point concerne les cultures en serre. C'est un secteur particulièrement important en Alberta. Il vient d'ailleurs au quatrième rang national. La plupart des serres sont concentrées dans le sud de l'Alberta. L'imposition de ces taxes a eu pour effet de sextupler en un an les frais de carburant pour le chauffage des serres.

C'est un secteur vieux de cent ans qui a vu le jour parce qu'à l'époque, le gaz naturel n'était pas cher. L'augmentation du prix du gaz naturel en Alberta est la plus forte de tout le pays. Pour vous donner un exemple, Redcliff Greenhouses, société qui est établie à cinq milles à l'ouest de Medicine Hat a dépensé \$9,130 en 1979 pour son gaz naturel soit 1.3 p. 100 de ses dépenses brutes. En 1981, sa facture de gaz s'élevait à \$40,000, soit 4.5 p. 100 de ses dépenses brutes, et cette année, elle s'attend à une facture globale de \$83,800, soit 9.9 p. 100 de ses dépenses brutes.

Au train où vont les choses, cette société risque de devoir arrêter sa production durant tout l'hiver. Si on applique cet exemple aux centaines de serres que compte l'Alberta, on peut juger de la gravité de la situation pour cette industrie.

Je voudrais donc maintenant que le ministre me dise s'il est conscient des conséquences que sa politique a sur un secteur qui était l'un des principaux employeurs à Medicine Hat auparavant?